

cation de ce groupement en prouvant que la liquidation de l'Enseignement unitaire, enregistrée lors du Congrès de fusion, est aussi la liquidation des conceptions « communisto-syndicales », ou mieux encore, des courants politiques confinés au domaine syndical qui leur a donné vie.

Tout d'abord, lorsque nous revendiquons le droit des fractions, nous n'entendons pas transformer le syndicat, l'organisation unitaire des masses, en un conglomérat de groupes syndicaux, philosophique ou politiques. Bien au contraire, il faut qu'il conserve son caractère général et fortement unitaire afin de pouvoir assumer la défense des revendications immédiates et incorporer la masse des prolétaires. Le syndicat doit rester une expression de la lutte de l'ensemble de la classe et contenir, de ce fait, les représentants des partis qui se combattent en son sein. Un autre processus, notamment la constitution de groupes syndicalo-politiques, tend à « politiser » le syndicat, à en fausser la fonction, à en faire un parti. Généralement, c'est là une base féconde pour des scissions et certainement pour la confusion.

Se rattachant immédiatement à cette conception, sont les Oppositions syndicales qui, surgissent avec la plate-forme de l'antiréformisme ou de l'anticentrisme, et ne se distinguent pas fondamentalement, de ce qu'était la majorité de l'Enseignement unitaire. Elles aussi doivent volontairement se confiner au terrain syndical, puisqu'elles résultent de compromis qui, transposés sur le terrain politique, verraient ses composants arborés des solutions diverses. Comme exemple, nous pouvons choisir « L'Avant-Garde Syndicale » où voisinent les militants de l'Enseignement, l'Union Communiste et vraisemblablement des éléments trotskistes. La plate-forme de cette Opposition Syndicale doit nécessairement rester l'antiréformisme, donc un aspect limité de la lutte contre le capitalisme, alors que les tendances politiques qui y participent s'enlèvent toute possibilité d'atteindre directement les ouvriers syndiqués et, au feu même des batailles revendicatives, de leur apporter une conception historique de la lutte des classes. A ce sujet, il est courant d'affirmer que lorsque des communistes sont trop faibles que pour s'adresser directement aux ouvriers syndiqués, il faut édifier des Oppositions syndicales où se rassembleront des militants de différentes tendances. L'argument ne tient pas si, d'une part, l'on examine les expériences faites en Belgique, en Allemagne et si, d'autre part, l'on comprend qu'au moment où, en tant que communistes, nous ne parvenons pas à nous faire écouter des ouvriers, la création d'une Opposi-

tion ne peut plus rien changer, si ce n'est vicier le travail syndical des groupes communistes qui y participent et faciliter la politique d'exclusion de la bureaucratie ameutant les ouvriers contre les « scissionnistes ».

Pour en revenir à la Fédération de l'Enseignement, il faut ajouter que si, fondamentalement, ses bases idéologiques ne se distinguent pas des plates-formes des Oppositions syndicales, elle n'en représente pas moins une réaction politique, surgie du milieu syndical, à la dégénérescence du centrisme. C'est dans l'éparpillement du mouvement ouvrier français, dont nous avons essayé de mettre en lumière les causes, qu'il faut rechercher l'explication de la naissance de ce courant qui, au lieu de se diriger vers la constitution d'un groupe politique ayant pour objectif de lier les intérêts immédiats et historiques des ouvriers, devait sombrer dans la « politisation » des syndicats.

Ce qui se dégage, à notre avis, de l'expérience effectuée par les camarades de l'Enseignement, c'est que si, dans le syndicat, s'expriment les effets des contrastes économiques et de classe qui agitent le prolétariat, en son sein, ils ne peuvent donner vie à un courant apte à guider l'ensemble des travailleurs. Tous ces contrastes peuvent déterminer une disposition des ouvriers à la lutte, déterminer des batailles d'envergure, mais, dans les limites du syndicat, ils ne peuvent donner plus, sous peine de transformer le syndicat en parti.

L'ouvrier qui, au feu des batailles revendicatives, s'ouvre à une compréhension supérieure de la lutte sociale, ne se dirige pas vers la création d'un courant au sein de son syndicat, mais vers l'adhésion à un groupe ou parti, extérieur à celui-ci, car l'expérience journalière lui montre que l'ensemble des ouvriers n'atteint une compréhension supérieure de ses intérêts que dans des circonstances limitées, alors qu'un parti la réalise sous une forme programmatique à l'état permanent. Un courant politico-syndical ne se débarrasse jamais des préjugés, du localisme et de la myopie des organismes corporatifs. Il est dangereux, par là même, qu'il empêche les ouvriers avancés de surmonter ces obstacles pour atteindre un degré de conscience communiste. Enfin, tout comme les « rassemblements » syndicaux, le courant communisto-syndical entretient — sous une forme évoluée — l'opinion réactionnaire que le « syndicat se suffit » puisqu'il fait surgir des « minorités conscientes ».

La Fédération de l'Enseignement représente donc un courant politique sans base politique, un courant syndical sans base syndicale. Cette

situation lui a permis de mener une lutte contre le centrisme de la C.G.T.U., lutte qui ne pouvait donner de résultats positifs, mais qui écarta de nombreuses énergies du travail politique réel : la construction d'un noyau marxiste en dehors des syndicats. Elle eût beau se désolidariser de l'U. R. S. S., après la déclaration de Staline, participer à la Conférence de St-Denis contre l'Union Sacrée, son glas devait sonner avec la réalisation de l'unité syndicale et le triomphe des bureaucratie réactionnaires.

Au Congrès d'unification des Instituteurs, les réformistes devaient donner le coup de grâce, avec l'aide des centristes, au courant communisto-syndicaliste des camarades de l'Enseignement qui ne pourront plus s'appuyer sur des organisations syndicales pour lutter contre réformistes et centristes. Certainement, tenteront-ils de faire revivre le passé, de reformer, d'une façon homogène, leur courant. Mais, après Toulouse, ce ne sera pas chose facile, voir possible.

Nous n'ignorons pas que les oppositions politico-syndicalistes ont de profondes traditions en France, mais les camarades de l'Enseignement se rendent-ils bien compte qu'avec l'approche de la guerre, pareil travail n'a aucune perspective, précisément du fait de l'expérience effectuée en 1914 par le noyau de la « Vie Ouvrière ». Puisque nous savons aujourd'hui que le seul moyen d'aider les ouvriers français revient à lui donner un guide (ce que comprirent Rosmer, Monatte, en passant les premiers à la IIIe Internationale), il ne s'agit plus de se lancer dans des entreprises sans issues, mais de voir les réalités actuelles. Et, pour les militants de l'Enseignement, le problème consiste à briser avec le « communismo-syndicaliste » et à affronter les problèmes politiques qui sont posés devant le prolétariat français.

L'UNION COMMUNISTE ET L'EVOLUTION DU TROTSKISME EN FRANCE

Le problème qui se pose logiquement après un examen du mouvement ouvrier français, c'est celui de savoir s'il existe aujourd'hui un groupement communiste dont les positions résultent des expériences de l'après-guerre et de la critique marxiste des obstacles gigantesques qui ont eu raison du prolétariat. En d'autres termes, pouvons-nous trouver, au sein d'un groupement communiste français, la réponse doctrinale aux problèmes posés par les courants syndicalo-politiques de l'après-guerre. Ici, il faut répondre franchement : Non ! L'Union Communiste qui tend à se présenter comme tel est bien loin de se trouver sur un chemin qui la

conduise à ce stade supérieur. Examinons donc ce qu'est et ce que veut l'Union. Elle apparaît, fin 1933, comme une vulgaire succursale de l'agence officielle de Trotsky. Nous n'insistons pas sur sa genèse, qui est une histoire embrouillée de fusions successives sans base programmatique. Le fait est que, dans les numéros 2 et 3 de son organe, l'Union s'affirme trotskiste, se différencie des orthodoxes en ce qu'elle critique leur hâte à fonder la IVe Internationale. Le but de l'Union est, en ce moment, le rassemblement des « marxistes-léninistes » autour des positions de Trotsky, mais en dehors du régime intérieur de son groupement français. A cette époque s'affirmera une minorité qui luttera vaguement contre cette orientation, puis, après la parution de sa déclaration dans le n° 3, on n'en parlera plus jamais.

En résumé, le 6 février 1934, par exemple, l'Union apparaîtra comme un mélange de tendances indéfinies, collées ensemble grâce à la phraséologie trotskiste. A partir de ce moment, elle évoluera pour se métamorphoser au cours de deux périodes. La première prendra fin à la rentrée des trotskistes officiels dans la S.F.I.O. La seconde se clôturera avec la déclaration de Staline et la Conférence de Saint-Denis contre l'Union Sacrée. Aucun fil conducteur idéologique n'apparaîtra pendant ces évolutions. Ballottée par les événements, l'Union se contredira, se trompera grossièrement, entreprendra pour échouer, appliquera les fins mots de la rhétorique trotskiste, sans jamais parvenir à s'affirmer comme le courant communiste du prolétariat français.

Et effectivement, après le 6 février 1934, « l'Internationale » du mois de mars formulera la plate-forme de l'Union en quelques mots : « la lutte qui s'engage n'a pas d'autre issue que le fascisme ou la révolution prolétarienne ». Et, ajoutera-t-elle en substance, puisque c'est le destin de la lutte politique du prolétariat qui se joue, seul le front unique d'organisation à organisation peut permettre cette lutte. Pénétrée de la solennité du moment, l'Union invectivera les chefs des deux grandes fractions organisées de la classe ouvrière : le P. C. et le P. S., refusant de faire des sacrifices pour hâter leur rapprochement.

Aussi bien que la Ligue trotskiste, l'Union arborera, à cette époque, le drapeau du fascisme menaçant et de la lutte antifasciste conséquente. Elle demandera des milices ouvrières, reprochera au centrisme d'avoir une politique bourgeoise parce que refusant de constituer des milices pour battre le fascisme, etc... Bref, elle sera typiquement trotskiste et ce, jusque dans ses définitions du front unique devant approfondir